

VOIX #08 PRINTEMPS SOLIDAIRES 2017



L'EXPERTISE UNIVERSITAIRE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE



#08

DOSSIER

L'économie pour tous

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ·
COOPÉRATIVES · COMMERCE ÉQUITABLE

SOMMAIRE/VOSO#08



03

ÉDITO



L'économie telle qu'elle devrait être

CLAIRE WILQUET



04

RÉFLEXION

Donner un autre rythme à la ville,
et à ses habitants

BÉNÉDICTE MACCATORY



06

DOSSIER



L'économie pour tous

Re-donner un sens à
l'économie

AIDE AU DÉVELOPPEMENT GEMBLoux

Quand 1200 travailleurs
détiennent et gèrent leur
entreprise

AURÉLIE SOETENS

L'accès universel aux
soins de santé

CÉLINE DEVILLE

De l'or équitable pour
redorer vos bijoux !

VICENTE J. BALSECA HERNANDEZ



17

UNIVERSITÉ SOLIDAIRE



L'initiative Uni-Vert

STEVE, COLINE, GEOFFREY, ÉMILIE ET CAMILLE



19

CAMPUS PLEIN SUD

L'économie sociale, tu en fais déjà...
Va plus loin !

ÉDITO/VOSO#08



L'économie telle qu'elle devrait être

C'est le retour du printemps ! Et avec lui celui de la campagne **Campus Plein Sud** organisée comme chaque année au mois de mars par vos agitateurs de citoyenneté préférés. Ce double *comeback* nous a donné une idée : organiser une grande journée de printemps où nous vous invitons à venir échanger les objets dont vous n'avez plus besoin et qui vous encombrant contre ceux qui vous manquent. L'occasion également de déguster un repas local proposé par les Petits Producteurs. L'occasion aussi de réfléchir au thème qui nous animera pendant la campagne et dans ce numéro : l'économie. Une thématique un peu rébarbative me direz-vous ? C'est vrai. L'économie rime bien souvent avec chiffres, graphiques, PIB, système monétaire, finance, commerce international, multinationales, etc. Bref, un sujet qui paraît à beaucoup d'entre nous complexe, voire abscond, régi par des mécanismes compliqués sur lesquels nous n'avons pas de prise.

Et pourtant ! Notre participation au système économique est incontournable. L'économie, par définition, régit les échanges entre nous. Les activités économiques de production, d'échange et de consommation structurent en grande partie notre quotidien et la société dans son ensemble, mais ses modalités nous échappent, nous forçant trop souvent à poser des actes qui nous déplaisent : acheter à des enseignes dont les pratiques nous semblent contestables, travailler pour des structures dont nous pouvons ne pas apprécier les procédés et les stratégies, etc.

Pourtant l'économie n'est pas intrinsèquement cette machine complexe, ni cet ogre qui gobe nos aspirations à un monde meilleur. L'économie dépend de la manière dont nous la faisons ; rien ne nous empêche de l'investir des valeurs qui nous sont chères. Dans ce numéro, vous découvrirez l'histoire de ces travailleurs qui pilotent ensemble leur entreprise, de ces communautés qui créent des caisses de solidarité pour que les personnes malades puissent se soigner, des entrepreneurs qui créent des chaînes commerciales pour que notre consommation d'ici ne soit pas mortifère pour ceux de là-bas. Ce ne sont que quelques exemples. Tous, nous avons entendu parler et participons à des projets qui nous permettent de reprendre le contrôle sur nos activités de production, d'échange et de consommation, les rendant davantage en cohérence avec nos aspirations à un monde plus juste et construisant l'économie telle qu'elle devrait toujours être : **sociale et solidaire**.

Campus Plein Sud c'est aussi une grande chasse aux trésors, un ciné-débat, un café-concert, une conférence, et bien d'autres choses encore. Pour toutes les informations, notamment concernant la journée de printemps de l'économie sociale et solidaire, consultez le programme en fin de magazine. ●



VOIX SOLIDAIRES



Avec la collaboration de :



UniverSud-Liège

Traverse des Architectes 2
Bâtiment B3D
4000 Liège · Belgique
+32 4 366 55 43
universud@ulg.ac.be



Éditeur responsable : Valérie Wambersy
Rédactrice en chef : Claire Wiliquet
Design : pepup © 2016
Mise en page : Luca Piddu

Conseil de rédaction : Rachel Brahy, Luc Courard, Laurent Deutsch, Jean-Jacques Grodent, Jérémy Hamers, Jean-Michel Lafleur, Bénédicte Maccatory, Marta Luceno, Nassim Moula, Michel Moutschen, Pierre Ozer, Gautier Pirotte, Philippe Vincent, Luca Piddu, Valérie Wambersy.

RÉFLEXION



Donner un autre rythme à la ville, et à ses habitants

Liège Souffle Vert -édition 2016- est un parcours végétal urbain qui a pris ancrage au cœur de la ville de Liège, de juin à septembre 2016. Le parcours connectait cinq espaces verts à six installations végétales. Chacune de ces œuvres a été créée collectivement par des artistes, des spécialistes du jardin et des citoyens. L'épine dorsale du parcours était le fleuve, la Meuse.

Ce projet, porté par Songes, une association liégeoise#01, est destiné à devenir un festival récurrent tous les deux ou trois ans. Cette première édition avait pour thème « la végétalité de la ville ». Les installations se sont greffées sur des éléments du paysage urbain et ont exprimé la vitalité de la ville sous forme végétale, là où le végétal naît de l'inerte comme une poussée d'énergie et de vie.

Quelques mois après la clôture de cette première édition, le temps de la réflexion. Qu'est-ce que cette première expérience a produit ? Qu'est-ce qu'elle nous apprend collectivement ? Comment poursuivre ce travail de transformation de la ville, par et pour ses habitants ?

Dans le milieu urbain, le végétal est un interlocuteur qui se distingue dans la multiplicité d'objets inertes qui caractérise la ville. Le végétal surprend quand il prend racine entre les pavés. Quelques fois, il nous extrait des pensées qui rythment la marche urbaine. Il vole du temps d'attention et impose au fil des jours un rythme de vie propre.

Au rythme du végétal...

Les installations ont toujours été pensées par Songes comme des objets qui interloquent. Qui interpellent. Qui agissent. Qui ar-

rêtent. Les installations de ce parcours ont réussi à casser les rythmes des passants par diverses tactiques.

D'abord en offrant comme l'Oasis, Souffle vers Pierreuse, les Samarescabelles des lieux où se poser. La capacité de ces installations à créer des espaces où les usagers s'arrêtent, regardent, échangent parfois, tient à la pertinence du lieu choisi. L'Oasis a relevé le défi d'offrir une halte bienvenue au pied de la passerelle de la Principauté aux piétons montant du centre ville, une assise, de l'ombre, des végétaux frémissants.

Souffle vers Pierreuse et les Samarescabelles doivent leur pertinence à leur insertion dans leur quartier. Elles offrent aux résidents qui sont à la base de leur conception ou qui s'en sont appropriés (Samarescabelles), un nouvel espace de convivialité ; un nouveau lieu que l'on occupe, qui accueille et installe les personnes dans l'espace public.

La longueur de Arbore et Homme le long du Ravel, quai Churchill en faisait une sorte de bande dessinée organique accompagnant le passant au fil des hôtels à insectes, des fleurs, des trames de cordes, des désirs flottant aux branches des platanes. Arbore et homme, une plate-bande délicatement peuplée qui fait lever la tête vers les arbres et se réjouir du sol vivant, habité d'un entrelacs organique... Quel bonheur de laisser ainsi, le temps de 300 pas, notre esprit jouer parmi ce petit monde, de suspendre, le temps de cette distance, notre attention...

L'incroyable passerelle a littéralement accroché le végétal à la structure métallique, épousant les courbes de l'ouvrage, potager ingénieux et modulaire, qui renvoyait les passants aux rythmes de la production de comestibles, un des temps de la vie.



© MAXENCE DEBRY

Le Bateau Vivre ne suspendait pas le temps, il le confondait en créant un anachronisme tangent entre le chatelier intemporel, modelé par ses divers usages, arche de végétaux tançant une tour priapique sur laquelle il lui arriva de projeter des injonctions à la justice fiscale. En dialogue muet avec la nouvelle passerelle piétonne et la Boverie, lieu de culture et de loisirs, le bateau blackboulait le temps : partirait, partirait pas... Il ne pourrait pas rester là. Mais quand partirait-il ? Et où ? Car où qu'il soit, un tel objet incongru rappellera toujours d'autres temps vagues et confus, passés et futurs. Pour les visiteurs, le bateau ne ralentissait pas le temps, ne le suspendait pas, il lui donnait des coups de sa vieille proue.

Toutes ces installations donnaient la possibilité de sortir du temps individuel et créer des capsules d'expérience cassant les rythmes habituels de la présence en ville.

Les installations ont évolué au cours des semaines. Leur processus de vie, les soins des responsables et des bénévoles, les conditions atmosphériques ont modelé leurs formes ; elles ont par-

ticipé à la production d'une ville vivante, moins figée dans sa minéralité, en perpétuel devenir, modelée par les processus de vie des végétaux qu'elle accommode.

Impacts, à inscrire dans la durée

Tout au long du projet Liège Souffle Vert, des liens se sont développés entre les partenaires associés dans la production des installations, entre les équipes et divers bénévoles, passants, voisins, résidents de la rue, autorités communales. La mise en œuvre du projet et son suivi ont été assurés par un comité de volontaires d'une douzaine de personnes d'horizons divers. Un impact à souligner est donc la dynamique de liens sociaux qui se sont créés et qui débouchent sur de futures actions au-delà de ce projet spécifique.

Finalement, un impact significatif de Liège Souffle Vert consiste à avoir pu convaincre de nombreux acteurs, dès le début de cette première édition, que l'événement Liège Souffle Vert serait récurrent. Ainsi, le projet entretient et matérialise par l'action l'idée que la végétalisation, l'appropriation et la modélisation par les citoyens de l'espace urbain sont souhai-

tables et désirés par les usagers urbains et seront poursuivis dans la durée.

« Liège Souffle Vert » ne cherche pas juste à offrir une expérience urbaine artistique voire esthétique pour plaire aux touristes ; « beautifying » n'est pas l'objectif. Songes, à travers la collaboration et les initiatives de citoyens, veut dynamiser une expérience de la ville plus intense et créer un climat propice à la végétalisation de la ville, à l'intégration dans nos vies d'autres vivants, un décentrement individuel et collectif. Liège Souffle Vert cherche à participer à la modélisation de l'espace public par et pour les citoyens... un but à poursuivre dans la durée. ●

Pour la coordination de Liège Souffle Vert
Guy Massart, Louise Massart et Bénédicte Maccarty

#01 Songes est une association liégeoise au service de l'action et de la recherche collaboratives, attentive à accompagner les processus, à inclure des publics diversifiés, en explorant de nouveaux rapports au monde, aux citoyennetés élargies. Songes touche à des thématiques sociales, économiques, politiques, elle aime occuper l'espace public, partager et échanger, créer des espaces d'expression, à travers diverses formes artistiques



© I LINE BRASSEUR

SOMMAIRE/DOSSIER



07 |

Re-donner un sens à l'économie
AIDE AU DÉVELOPPEMENT GEMBOUX



09 |

Quand 1200 travailleurs détiennent et gèrent leur entreprise
AURÉLIE SOETENS



12 |

L'accès universel aux soins de santé
CÉLINE DEVILLE



14 |

De l'or équitable pour redorer vos bijoux !
VICENTE J. BALSECA HERNANDEZ



#08 |

DOSSIER
L'économie pour tous

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ·
COOPÉRATIVES · COMMERCE ÉQUITABLE

ÉDITO

RÉFLEXION

DOSSIER : L'ÉCONOMIE POUR TOUS

UNIVERSITÉ SOLIDAIRE

CAMPUS PLEIN SUD

DOSSIER



Re-donner un sens à l'économie

Partout on voit fleurir des coopératives, des mutuelles, des entreprises à finalité sociale et des associations qui veulent révolutionner l'économie pour lui rendre ses lettres de noblesses. Bien que le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) soit en plein développement au Nord comme au Sud, la notion même d'ESS reste floue. Qu'est-ce qui se cache derrière ces termes ?

Si l'expression ESS est nouvelle, sa dynamique remonte à la fin du XIX^{ème} siècle, portée par les mouvements ouvriers et les syndicats. Magasins coopératifs, mutuelles, assurances sont autant d'initiatives mises en œuvre pour répondre aux préoccupations des ouvriers. Au gré des crises économiques, sociales ou environnementales qui ont jalonné l'histoire, d'autres projets – de recyclage et de réemploi, de commerce équitable, d'énergies renouvelables, d'alimentation durable,... – se sont ajoutés à ces initiatives pionnières.

L'ESS n'est donc propre à aucune branche d'activité particulière. Jacques Defourny, directeur du Centre d'Économie Sociale de l'Université de Liège, précise que « toute activité productrice de biens ou de services peut a priori être organisée dans le cadre de l'économie sociale »^{#01}. Cela signifie que nous pouvons retrouver l'ESS aussi bien dans des activités marchandes telles que l'agriculture, l'artisanat, l'industrie ou la distribution, que dans des activités non marchandes comme la culture, la santé, l'éducation, les loisirs ou la coopération au développement. Dans chacun de ces domaines, l'ESS tente de concilier activité économique et utilité sociale. Il s'agit donc de créer une alternative au modèle économique actuel, celui-ci étant centré avant tout sur l'accumulation des richesses et oubliant trop souvent l'importance des liens sociaux, du bien commun et du partage.

L'ESS... Une question de principe !

Face à la diversité d'initiatives d'ESS, l'État belge l'a défini de manière plus précise : « L'économie sociale se compose d'activités économiques, productrices de biens ou de services, exercées par des sociétés, principalement coopératives et/ou à finalité sociale, des associations, des mutuelles ou des fondations, dont l'éthique se traduit par l'ensemble des principes suivants :

Finalité de service à la collectivité ou aux membres, plutôt que finalité de profit ;

Plutôt que du profit, les organisations cherchent une finalité sociale à leurs activités. Le profit, s'il



n'est pas du tout proscrit, ne doit pas représenter une fin en soi mais seulement un moyen mis au service d'un objectif d'intérêt général ou de l'intérêt mutuel. Ainsi les revenus générés par les activités sont réinvestis dans le capital de l'organisation et ne sont pas redistribués aux actionnaires. Ce principe empêche l'accumulation individuelle du profit.

Autonomie de gestion ;

Ce principe souligne l'indépendance des organisations d'économie sociale par rapport aux entreprises du secteur public, qui sont détenues par l'État, et aux entreprises du secteur privé, dont les orientations sont décidées par un groupe d'actionnaires. A contrario, la gestion des entreprises de l'ESS se fait par les travailleurs eux-mêmes.

Processus de décision démocratique ;

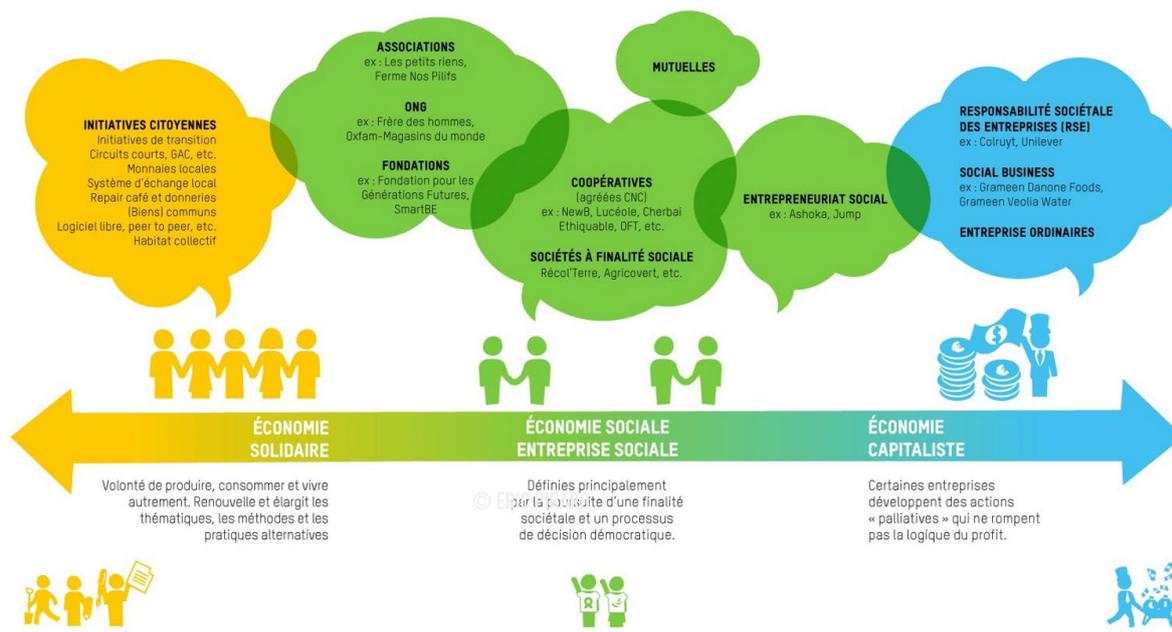
Ce principe fait référence à la règle « une personne - une voix ». Chaque membre de l'organisation compte pour une voix, quel que soit son apport en capital ou son implication en temps. Chacun apporte sa contribution dans les choix de l'entreprise !

Primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition des revenus ;

On désigne par ce principe, des pratiques très variées : « rémunération limitée du capital, répartition des excédents sous forme de ristournes, amélioration des rémunérations et des conditions de travail, affectation à d'autres projets à finalité sociale... »^{#02}

Les différents visages de l'ESS

Le paysage de l'ESS est composé de diverses structures qui peuvent être regroupées en 4 catégories selon leur



statut juridique : les coopératives ou les entreprises à finalité sociale, les associations, les mutuelles et les fondations.

Ces structures repensent notre économie, et proposent une autre manière de vivre et de travailler. De nombreux domaines d'activité sont concernés et ce modèle prend de plus en plus d'ampleur ! Au niveau européen, le secteur a créé plus de 11 millions d'emplois. Pourtant, afin de répondre aux exigences du contexte économique actuel, mondialisé et hautement compétitif, certaines coopératives et mutuelles ont été contraintes d'adopter des comportements éloignés de la philosophie première de l'ESS. Prenons l'exemple des coopératives agricoles. Les groupes tels que Friesland Campina (Pays-Bas), pour le secteur du lait, ou encore Vion (Pays-Bas), pour celui de la viande, présentent tous deux des chiffres d'affaire supérieurs à 5 milliards d'euros. En 2015, InVivo, première coopérative française, a enregistré un chiffre d'affaire de 5,7 millions d'euros et employé 8 000 personnes dans 28 pays. Et en France, cette même année, l'ensemble des acquisitions de sociétés par les coopératives a doublé par rapport à l'année précédente. Dès lors ces grandes coopératives sont en compétition avec les multinationales et font des compromis en s'éloignant du modèle original afin de rester dans la course.

L'ESS ne perd pas le Nord

Que représente l'ESS au Nord ? Comme il n'existe pas une définition de l'ESS acceptée au niveau mondial, il est difficile de la décrire de manière détaillée dans l'ensemble des pays développés. Prenons donc deux exemples particulièrement représentatifs du dynamisme du secteur. Chez nos voisins français, le secteur de l'ESS représente une valeur ajoutée brute de 100 milliards d'euros soit une contribution à hauteur de 6 % du PIB ! L'ESS y emploie plus de 2,35 millions de salariés, soit environ 1 emploi sur 10.^{#03} En Belgique, en 2013, l'économie sociale ne représentait pas moins de 1.525 entreprises employeuses en Région de Bruxelles-Capitale et en Wallonie dont 364 coopératives. Les organisations de l'ESS représentent environ 56.777

emplois rien que dans notre plat pays. A elles seules, les coopératives génèrent donc 1/3 des emplois de l'économie sociale.

L'ESS : cap au Sud ?

Le contexte économique et socio-culturel diffère en fonction du niveau de développement économique et il reste difficile de transposer de manière rigide le concept d'ESS dans les pays du Sud. Des pratiques d'entraide et de solidarité ont cependant toujours existées : tontines^{#04}, twizas^{#05}, escouades^{#06} en sont de bons exemples. Pour Frédéric Thomas, chercheur au CETRI^{#07}, l'approche de l'ESS permet de saisir « des réalités de plus en plus importantes dans les pays en développement, qui peuvent, de fait, être considérées comme faisant partie de l'économie sociale, même si elles ne s'en réclament pas et si leurs acteurs n'en ont pas toujours conscience. ». A côté de ces pratiques traditionnelles de solidarité, les pays du Sud ne manquent pas d'innover. Tout comme dans les pays industrialisés, c'est face à la libéralisation des marchés et aux désengagements des États que des individus, groupes ou communautés se lancent dans des initiatives d'économie sociale et solidaire : finance solidaire, coopératives de production agricole, mutuelles de santé, commerce équitable... Ces initiatives prises le plus souvent à une échelle locale permettent notamment d'intégrer certaines des couches les plus fragilisées de la population. ●

Cet article a initialement été publié dans *Cultivons le Futur*, magazine édité par Aide au Développement Gembloux (ADG).

#01 Origines et contours de l'économie sociale au Nord et au Sud, 1999, J. Defourmy, P. Develtere.
#02 Economie sociale, Gouvernement wallon, 2015. (<http://gouvernement.wallon.be/competences-du-gouvernement-wallon/economie-sociale>)
#03 Economie sociale et solidaire : de quoi parle-t-on ? Ministère français de l'économie, de l'industrie et du numérique. Portail de l'économie et des finances, 2012.
#04 Les tontines sont des associations de personnes unies par des liens familiaux, professionnels ou géographiques qui mettent en commun leurs épargnes en vue de résoudre des problèmes particuliers ou collectifs. Elles sont encore particulièrement présentes en Afrique sub-saharienne et en Asie.
#05 Les twizas sont des structures collectives qui se créent par nécessité et disparaissent une fois le problème résolu. Ces pratiques ont cours au Maghreb.
#06 En Haïti, les escouades sont formées d'une dizaine de cultivateurs qui s'engagent à travailler gratuitement sur les terres de chacun des membres de l'association à tour de rôle
#07 Centre Tricontinental

DOSSIER



Quand 1200 travailleurs détiennent et gèrent leur entreprise

Un modèle de gestion très particulier

Au Venezuela, dans la métropole de Barquisimeto, il existe depuis 49 ans une entreprise très particulière, entièrement détenue et gérée par ses 1200 travailleurs. Au commencement de l'aventure, un constat très simple : les frais d'obsèques étaient si élevés que certaines familles se voyaient dans l'impossibilité d'organiser les funérailles de leurs proches. Un jour, alors que l'une de leurs connaissances décède et se voit refuser un service funéraire, un petit groupe de citoyens consternés décide d'agir. Ensemble, ils imaginent un système périodique de collecte de fonds afin d'assurer un enterrement digne pour tous, y compris les plus démunis. Depuis ce jour, Cecosesola n'a cessé de se diversifier pour répondre aux besoins les plus basiques de sa communauté : services d'autobus, de santé et de crédit, vente directe de fruits et légumes, d'aliments de base, de produits de première nécessité, d'appareils électroménagers, éducation de la communauté, etc. Cecosesola, Acronyme pour *Centrale Coopérative des Services Sociaux de l'Etat de Lara*, cette coopérative de deuxième degré regroupe aujourd'hui plus de 50 organismes communautaires, et estime le nombre de ses bénéficiaires directs à plus de 300 000 personnes.

Un modèle de gestion très particulier

Ce qui est le plus interpellant à propos de cette initiative communautaire, ce n'est pas le nombre d'activités qui ont été développées au fil du temps, mais comment elles ont été mises en place et comment elles sont administrées : en auto-gestion totale. Cecosesola fonctionne sans aucune structure hiérarchique ni poste de travail fixe et promeut la participation de tous et toutes, ainsi que des conditions de travail basées sur l'équité, la transparence, le respect et la responsabilité. Chez

eux, les règles opérationnelles changent très régulièrement, en s'adaptant aux besoins de l'entreprise et de l'environnement. Les profits sont réinvestis pour constituer des fonds de réserve, de développement, ou de sécurité sociale. Certains biens et services sont vendus à perte, pour les rendre accessibles de tous. Au cœur du projet, la volonté de répondre aux besoins de la communauté et l'espoir de susciter des relations authentiques et respectueuses entre ses travailleurs, ses membres, et la communauté toute entière.

Le parcours du combattant

Cependant, survivre et développer toutes ces activités au fil du temps n'a pas été facile. Après avoir établi un service funéraire en 1967, Cecosesola a très vite imaginé un service d'autobus. En concertation avec la communauté, les travailleurs ont étudié les quartiers les moins desservis et les parcours à suivre. Ils ont également décidé de fixer un prix de trajet bas, accessible aux plus pauvres vivant loin du centre ville.

Ce faisant, ils se sont mis à dos l'ensemble de leurs concurrents, c'est-à-dire les autres transporteurs privés, tous subsidiés par le gouvernement, qui non seulement pratiquaient des prix prohibitifs mais également refusaient de desservir les zones les moins peuplées. Par ailleurs, leur demande de prêt, pour financer leur projet, ne fut acceptée qu'à hauteur de 23,8% du montant demandé et, sous pression des autres transporteurs, le gouvernement refusa leur demande de subside. Enfin, la Protection des Consommateurs exigea que Cecosesola augmente ses prix afin de s'aligner sur les tarifs existants.



© AURÉLIE SOFTENS



© AURÉLIE SOETENS

Refusant d'abandonner son projet initial, Cecosesola entama alors une campagne de sensibilisation de la communauté et appela ses chauffeurs à faire grève. En réponse, le gouvernement intensifia son discours de propagande et utilisa les médias pour manipuler l'opinion publique contre la coopérative. Une nuit de 1980, des membres du gouvernement, accompagnés de la police locale, arrêtaient plusieurs travailleurs et confisquèrent les 128 autobus de la coopérative. Ce n'est que 140 jours plus tard, après plusieurs manifestations et une marche jusqu'à la capitale, qu'un ordre de la Cour de Justice contraignit le gouvernement à restituer les autobus. Malheureusement, ceux-ci revinrent de la capitale dans un état désastreux, inaptes à transporter des passagers. Par ailleurs, la coopérative avait alors accumulé, pendant ces quatre mois d'inactivité, des pertes financières de près de trente fois son capital social.

Cependant, au cours de cette période de chômage forcé, les travailleurs n'étaient pas restés inactifs. Ils n'ont cessé de se réunir et de réfléchir ensemble à l'entreprise qu'ils voulaient construire et à ce qu'il fallait pour faire vivre un tel projet. Ils ont conclu que le métier de chauffeur d'autobus était un travail trop solitaire, qui permettait difficilement de coordonner des moments de partage et d'échange. Pour s'organiser collectivement, ils ont compris qu'ils devaient prévoir des réunions régulières et qu'ils devaient apprendre ensemble, travailler en équipe et favoriser la cohésion. C'est également à cette époque qu'ils ont décidé d'autofinancer l'entièreté de leurs activités. L'expérience leur avait démontré qu'avec un subside ou un prêt venait également une série d'obligations et de contraintes, qui risquaient de mettre en danger l'essence de leur projet.

C'est également à la même période qu'ils ont mis fin à un conflit interne qui les rongait depuis plusieurs années. Un petit groupe de travailleurs, refusant l'idéal autogestionnaire des fondateurs, n'hésitait pas à créer le trouble dans l'entreprise, notamment en causant des accidents intentionnels avec les autobus ou en essayant de profiter de la confiance ambiante

pour obtenir des privilèges personnels. Suite à la saisie des autobus, ces quelques travailleurs ont préféré se ranger du côté du gouvernement et ont obtenu des postes dans la fonction publique, abandonnant leur statut de travailleur de Cecosesola. Libre de toute résistance interne, la coopérative a donc décidé, en 1983, d'abolir toute forme de hiérarchie.

Face à d'importantes pertes financières, une réorganisation interne conséquente et un marché perdu, les travailleurs de Cecosesola n'ont pas baissé les bras. Ils ont eu l'idée d'utiliser les autobus restants, privés de leurs sièges, pour organiser une vente itinérante de fruits et de légumes, jusqu'aux quartiers reculés en périphérie de la ville. Vu le succès de l'initiative, ils ont très vite établi un marché fixe, au centre ville, avec une particularité : les consommateurs payent les fruits et les légumes au poids, avec un prix unique par kilogramme, ajusté chaque semaine en fonction de la moyenne des prix de revient de l'ensemble des produits. Aujourd'hui, ce système de marché couvert, installé à plusieurs endroits dans la ville, représente leur activité la plus importante.

Les éléments clés

Au cours de ses 49 ans d'existence, Cecosesola a surmonté de nombreux obstacles. Aujourd'hui, bien plus qu'une initiative citoyenne, il y a au cœur de cette coopérative un projet communautaire très fort, capable non seulement de mobiliser l'ensemble des travailleurs pour résoudre une crise, mais également la communauté au sein de laquelle elle est implantée. Pour faire perdurer dans le temps leur coopérative et leur projet, les travailleurs ont dû mettre en place une série de mécanismes permettant de faire face au « vide hiérarchique ».

Tout d'abord, ils ont institué un processus d'éducation permanente, afin que les travailleurs acquièrent des compétences transversales et multidisciplinaires, notamment concernant la gestion d'une entreprise. Ils ont également instauré un climat d'autoréflexion, d'autoanalyse et d'évaluation, et favorisé la coopération entre les travailleurs et les

LES TRAVAILLEURS n'ont cessé de réfléchir ensemble à l'entreprise qu'ils voulaient construire

organisations membres. Ceci implique un important soutien réciproque, la coordination des activités et l'échange d'expérience entre les différentes entités de la coopérative. Ainsi, les travailleurs ont établi un climat d'apprentissage collectif qui, soutenu par un processus de décision par consensus, favorise l'émergence de l'innovation et de la créativité. De ce fait, les travailleurs peuvent (et doivent) prendre des décisions individuelles et créatives à tout moment, pourvu qu'elles soient en accord avec les critères collectivement établis. Il en résulte une très grande adaptabilité et flexibilité.

En parallèle, les travailleurs ont œuvré à construire une identité organisationnelle forte, basée sur une culture d'entreprise claire et une légitimité non contestée de la coopérative et de son activité dans la région. Il s'ensuit un sentiment fort d'identification à la coopérative de la part des travailleurs et des membres de la communauté. Ancré au cœur de l'organisation, un processus de surveillance mutuelle, renforcé par l'éducation des travailleurs aux valeurs ainsi qu'à l'objectif, l'histoire et l'identité de la coopérative, permet de maintenir une cohérence entre les valeurs prônées et les actions entreprises. Cette discipline collective se traduit par un sentiment fort de responsabilité et d'engagement des travailleurs envers l'organisation et son projet.

Une source d'inspiration ?

Bien que l'expérience de Cecosesola ne soit pas transférable telle quelle, puisqu'elle est intimement liée au contexte vénézuélien, elle reste néanmoins une source d'inspiration non négligeable pour nos entreprises qui s'intéressent à la participation en entreprise.

Nombreux sont les enseignements que l'on peut tirer d'une telle expérience, mais j'en retiendrai ici quelques-uns.

Tout d'abord, la patience : créer une entreprise participative résiliente est un processus d'expérimentation très lent, caractérisé par une suite incessante d'essais et d'erreurs. Chaque projet participatif est unique et de ce fait doit développer des processus et mécanismes propres, adaptés au contexte interne et externe de l'entreprise. Ensuite, la nécessité d'une réflexion permanente : comme il n'existe aucun « modèle standard d'entreprise participative », il faut apprendre du passé, de ses erreurs, de ses victoires. Il faut comprendre, analyser et améliorer à la fois ce qui nous entoure mais également nous-mêmes. La créativité et l'adaptation sont également essentielles dans un processus participatif : observer l'environnement et promouvoir la pro-activité plutôt que la réactivité afin de parvenir à remplir son objectif social dans les limites des contraintes environnementales. Enfin, l'éducation permanente des travailleurs : à la gestion d'une entreprise, aux spécificités de la participation, aux valeurs défendues par l'entreprise, ainsi qu'au projet entrepreneurial lui-même.

Mais au delà de tout cela, si Cecosesola est une inspiration pour nos entreprises c'est surtout du fait de son solide ancrage communautaire. Son enracinement dans la collectivité lui permet de déchiffrer quels sont les besoins des hommes, des femmes et des enfants la composant et d'y répondre au mieux. Sa position au cœur de la communauté a fait naître des liens forts entre les individus et la coopérative, ainsi qu'entre les individus eux-mêmes, et c'est bien là la clé de son succès : créer des liens et mobiliser des centaines de personnes autour d'un même projet ! ●

Aurélië Soetens
Doctorante au Centre d'Économie Sociale, HEC-ULg.

#01 Coopérative dont les membres sont eux-mêmes des sociétés coopératives.



© AURÉLIE SOETENS



L'accès universel aux soins de santé

L'accès à la santé et la protection sociale sont, à l'heure actuelle, des questions centrales dans l'agenda du développement. En effet, selon les estimations de l'OMS, au moins 400 millions de personnes n'ont pas accès à un ou à plusieurs services de santé essentiels et chaque année, environ 100 millions de personnes passent sous le seuil de pauvreté pour faire face à des dépenses liées aux soins de santé^{#01}. Or, en l'absence de mécanismes de protection sociale, pauvreté et maladie peuvent rapidement se transformer en cercle vicieux.

Les inégalités entre les différentes régions du monde sont frappantes. À titre d'exemple, le taux d'accouchements assistés par le personnel qualifié est de 99% en Europe alors qu'il n'atteint que le taux de 54% en Afrique en 2013^{#02}. Cependant, au sein d'une même région ou d'un même pays, de fortes disparités peuvent également être constatées, en fonction notamment du milieu de résidence (rural ou urbain) et du niveau socio-économique. Le concept de Couverture Santé Universelle (CSU) tente de répondre à ces problèmes d'accès. De nombreux pays du Sud, soutenus par les institutions internationales et les pays partenaires, mettent en place des politiques publiques visant à atteindre cet objectif. La CSU a d'ailleurs été érigée en cible des Objectifs pour le Développement Durable (ODD), qui succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La Couverture Santé Universelle, c'est quoi ?

La Couverture Santé Universelle vise à ce que « tous les individus aient accès aux services de santé dont

ils ont besoin sans que cela n'entraîne pour les usagers de difficultés financières^{#03} ». Ce concept recouvre donc deux objectifs principaux, à savoir : (1) l'accès à des services de santé de qualité pour tous en fonction des besoins et (2) la protection contre le risque financier lié aux dépenses de santé. Pour que l'accès aux soins de santé soit en fonction des besoins – plutôt que de la capacité à payer – et pour protéger les usagers contre les dépenses catastrophiques de santé, il est nécessaire de diminuer les paiements directs au point de service (appelés « out-of-pocket expenses » en anglais, ce qui illustre bien le fait que ces dépenses proviennent directement de la poche de l'utilisateur). Les États doivent donc favoriser le prépaiement et la mise en commun des fonds, principes à la base de l'assurance maladie. En effet, mutualiser le risque financier sur l'ensemble de la population fonde la solidarité entre bien-portants et malades.

**AU MOINS 400 MILLIONS
de personnes n'ont pas accès à
des services de santé essentiels**

en anglais, ce qui illustre bien le fait que ces dépenses proviennent directement de la poche de l'utilisateur). Les États doivent donc favoriser le prépaiement et la mise en commun des fonds, principes à la base de l'assurance maladie. En effet, mutualiser le risque financier sur l'ensemble de la population fonde la solidarité entre bien-portants et malades.

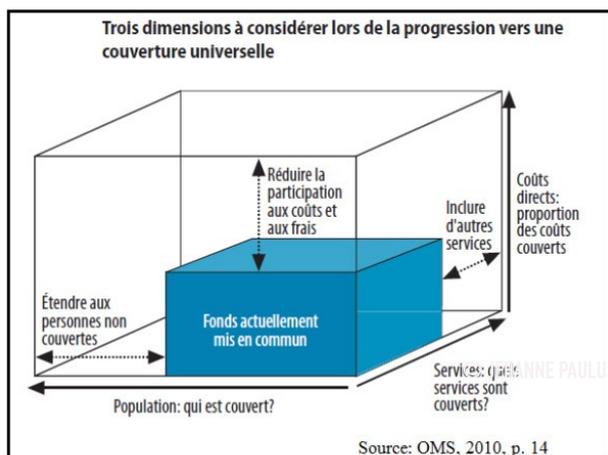
Ce principe de mise en commun des fonds peut être illustré sous forme d'un cube que chaque État doit « remplir » pour progresser vers la CSU. Ce cube comporte trois dimensions : Qui est couvert ? L'universalité suppose qu'à terme, l'ensemble de la population le soit. Quels services sont couverts ? Et dans quelle proportion des coûts ? Cela doit faire l'objet de choix en fonction du contexte national et des contraintes budgétaires, la couverture pouvant progressivement s'étendre à mesure que les ressources disponibles augmentent.

Au-delà des questions techniques, un enjeu politique

Le cube permet donc d'appréhender plus facilement le concept théorique de CSU. Il occulte cependant le fait qu'au-delà des considérations techniques, la progression vers la CSU dépend de choix politiques qui peuvent faire l'objet de débats et de conflits. Comment financer la CSU ? Par qui ? Les contributions doivent-elles être fixes ou varier selon le niveau de revenu ? Quels services sont prioritaires ? Avec quels prestataires de soins ? Qui sera chargé de la gestion des fonds mis en commun ? Ces différentes questions comportent de nombreux enjeux, la mise en place d'un système de Couverture Santé Universelle rassemblant une grande diversité d'acteurs aux intérêts souvent divergents. Pour reprendre un concept issu de la socio-anthropologie du développement, les politiques de Couverture Santé Universelle peuvent être considérées comme des « arènes », un « lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux autour d'enjeux communs^{#04} ». La réussite – et la pérennité – d'une politique de Couverture Santé Universelle dépendra donc également du degré de consensus et d'adhésion des différentes parties prenantes. L'exemple des États-



© CÉLINE DEVILLE



Unis est à ce propos révélateur, Donald Trump ayant promis d'abroger l'Affordable Care Act, mieux connu sous le nom d'« Obamacare », auquel les Républicains n'ont jamais adhéré.

Le défi de la CSU dans les pays du Sud : l'exemple du Sénégal

Au Sénégal, comme dans la plupart des pays d'Afrique, seule une minorité de travailleurs bénéficie d'une couverture contre le risque maladie, à travers la sécurité sociale des agents de l'État et les institutions de prévoyance maladie des entreprises privées. La majorité de la population, issue du « secteur informel » (agriculture, artisanat, petits commerces, etc.), n'a pas accès à ces mécanismes de protection sociale. C'est pour répondre à cette situation que le gouvernement sénégalais a lancé la politique de Couverture Maladie Universelle (CMU) en 2013. Elle repose principalement sur deux stratégies. Premièrement, les politiques d'exemption de paiement ont été étendues à de nouveaux publics, les enfants de 0 à 5 ans pouvant maintenant bénéficier gratuitement des soins aux côtés des plus de 60 ans. De plus, des mutuelles de santé à base communautaire sont créées ou réorganisées dans chaque commune et soutenues par l'État. Celui-ci subventionne les cotisations de leurs membres à 50% voire à 100% pour certains ménages vulnérables, identifiés comme « indigents ». La mise en œuvre de cette politique de Couverture Maladie Universelle fait cependant face à de nombreux défis et certaines questions cruciales doivent encore être traitées. Le faible taux d'adhésion des populations au sein des mutuelles de santé, phénomène observé depuis la mise en place de telles initiatives dès le début des années 1990, est un des principaux défis à relever. Ainsi, l'Agence de la CMU réalise des campagnes de sensibilisation et appuie les mutuelles de santé pour que celles-ci se professionnalisent et suscitent davantage de confiance. Il est envisagé de rendre ce système d'assurance maladie obligatoire, mais l'exécution d'une telle mesure est problématique dans des pays où le secteur informel est majoritaire. De nouvelles sources de financement sont également examinées en vue de pérenniser le système, et la mise en place de mécanismes de solidarité entre les différents secteurs de l'économie et les dif-

férentes unions de mutuelles doit être débattue.

Et en Belgique ?

L'assurance maladie est obligatoire depuis 1944 en Belgique : toute personne doit être affiliée à une mutuelle, et ce système permet par exemple de ne payer qu'une partie du coût (« le ticket modérateur ») lorsque nous nous rendons chez le médecin. Ainsi, la Belgique est considérée comme un pays bénéficiant d'un bon système de protection sociale à l'échelle mondiale. Pourtant, une enquête de la Commission européenne en 2014 a révélé qu'environ 900.000 Belges évitent ou reportent, pour des raisons financières, une visite médicale dont ils auraient besoin^{#05}. La Couverture Santé Universelle n'est donc pas un acquis. La CSU a même été décrite par certains auteurs comme une « quête sans fin » : les problèmes de santé changent (avec notamment une plus grande importance des maladies non transmissibles), la population vieillit et de nouvelles technologies de santé, souvent plus coûteuses, voient le jour^{#06}. Ces changements provoquent évidemment de nouveaux débats et enjeux. Suite à la crise de 2008 et dans le cadre des politiques néolibérales et d'austérité, les dépenses de protection sociale ont régulièrement été considérées comme des coûts qui nuisent à

la compétitivité plutôt que comme des investissements (en témoigne la fréquente utilisation de l'expression « coût du travail »). C'est dans ce contexte que des associations belges, chapeauté par le CNCND 11.11.11 ont mené la campagne « Protection Sociale pour Tous » qui rappelle que celle-ci est « avant tout un droit humain », reconnue comme « un puissant levier de développement, de solidarité et de lutte contre les inégalités »^{#07}. Elles invitent ainsi les décideurs politiques, mais également la population, à défendre une protection sociale universelle et à soutenir les pays partenaires qui se lancent sur cette voie. ●

la compétitivité plutôt que comme des investissements (en témoigne la fréquente utilisation de l'expression « coût du travail »). C'est dans ce contexte que des associations belges, chapeauté par le CNCND 11.11.11 ont mené la campagne « Protection Sociale pour Tous » qui rappelle que celle-ci est « avant tout un droit humain », reconnue comme « un puissant levier de développement, de solidarité et de lutte contre les inégalités »^{#07}. Elles invitent ainsi les décideurs politiques, mais également la population, à défendre une protection sociale universelle et à soutenir les pays partenaires qui se lancent sur cette voie. ●

Céline DEVILLE

Doctorante – ARC « Effi-Santé »

Faculté des Sciences Sociales

Membre du Groupe ULg Solidaire (GUS)

#01 <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs395/fr/>

#02 <http://apps.who.int/gho/data/view.main.1610>

#03 http://www.who.int/features/qa/universal_health_coverage/fr/

#04 OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2003, « L'enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants », LASDEL, Etudes et travaux n°13.

#05 http://www.rtf.be/info/belgique/detail_900-000-belges-ne-peuvent-pas-se-payer-une-visite-chez-le-docteur?id=8329244

#06 Tangcharoensathien Viroj, Evans David, Marten Robert (2013), "Universal Health Coverage: Setting Global and National Agendas", Global Health Governance, Volume VI, No. 2, (Summer 2013)

#07 CNCND-11.11.11, 2015, « Protection sociale pour tous. Dossier de campagne 2015-2016 ».



De l'or équitable pour redorer vos bijoux !

Fraîchement diplômé de l'Université de Liège, j'ai pris la décision de suivre un chemin plutôt atypique. Pas de longues séances avec un conseiller FOREM ou le traditionnel parcours du combattant pour trouver le premier emploi. Après deux années de réflexion, j'ai décidé de me lancer dans un projet un peu fou : commercialiser de l'or équitable.

L'activité minière artisanale de nos jours

À l'heure actuelle, 90% de la production d'or est le fruit du travail d'entreprises industrielles. La production minière artisanale ne représente donc que 10% de la production mondiale. Cependant, c'est ce type d'activité qui engage la plus grande quantité de main d'œuvre. En effet, on estime que 100 millions de personnes à travers le monde dépendent directement ou indirectement de l'activité minière artisanale.

Ce secteur économique se caractérise par une grande opacité. Très majoritairement situé dans les pays en voie de développement, les pouvoirs publics en ont généralement peu de contrôle. On voit donc se former des communautés plus ou moins grandes de mineurs artisanaux qui travaillent de façon illégale, soit aux abords des rivières, soit dans des galeries qu'ils creusent de manière aléatoire dans les gisements aurifères.

Cette situation est terriblement problématique étant donné que ces personnes vivent en dehors de la loi. Fuyant les autorités, elles installent leurs campements dans des zones difficilement accessibles et totalement dépourvues de services de base tels que l'accès aux centres de santé, à l'eau courante ou aux écoles. Ces rudes conditions de travail provoquent de nombreux problèmes sociaux et éthiques dénoncés par diverses ONG et autres organismes internationaux, par exemple, l'emploi d'enfants ou encore le non-respect des normes de sécurité élémentaires. Il est impossible de chiffrer le nombre d'accidents et de décès causés par les effondrements de galeries ou par la mauvaise gestion de composants chimiques.

En outre, des chaînes d'approvisionnement alternatives pour faire parvenir cet or sur le marché mondial se sont mises en place. Celles-ci font intervenir de nombreux intermédiaires qui laissent aux petits mineurs une faible participation dans les bénéfices. En effet, les acheteurs soumettent les petits producteurs à de lourdes pénalités pour les impuretés contenues dans leurs paillettes ou leurs pépites d'or. Le taux d'impuretés étant négocié individuellement entre l'acheteur et le producteur, il n'y a qu'une très faible marge de négociation pour les artisans mineurs qui dépendent de la vente de leur or pour leur survie quotidienne. Dans certaines régions, les communautés sont soumises à l'emprise de mafias ou de groupes armés qui achètent l'or à des prix très faibles et s'en servent pour blanchir leur



© VICENTE J. BALSECA HERNANDEZ

capitaux. Cette situation est parvenue jusqu'aux oreilles du parlement européen qui travaille sur divers projets de lois exigeant la traçabilité des minerais.

Il est néanmoins très compliqué de déterminer la provenance des minerais qui sont introduits sur le marché mondial. Les standards internationaux exigent que les lingots et pièces d'or vendus sur le marché soient de 24 carats. Autrement dit, le produit doit présenter une pureté minimum de 99,5%. Une telle qualité demande des technologies de raffinage complexes et coûteuses. La majorité de ces raffineries se trouvent en Suisse et, depuis peu, à Dubaï. Etant donné que ces industries nécessitent de grandes quantités d'or pour fonctionner de manière optimale, on y retrouve un mélange d'or provenant des quatre coins du monde qui sera par la suite introduit en bourse et redistribué autour du globe, ce qui rend donc la traçabilité des minerais très complexe.

Pour noircir encore un peu plus le tableau, les procédés d'amalgamation de l'or ont de lourdes conséquences environnementales. En effet, les mineurs n'obtenant jamais de l'or pur, celui-ci est toujours mélangé avec d'autres minéraux desquels il faut le dissocier pour pouvoir le vendre. Dans l'activité minière artisanale, ce processus se fait généralement à l'aide de mercure. Ce composé chimique a la particularité de se mélanger avec l'or et de rejeter une grande partie des autres minéraux. Une fois le mélange réalisé, les résidus sont réintroduits dans la rivière par les mineurs, polluant l'eau sur de nombreux kilomètres en aval.



© VICENTE J. BALSECA HERNANDEZ

De plus, le mélange d'or et de mercure ne peut pas être vendu en tant que tel, le mercure influant trop dans le poids du mélange. Les artisans utilisent donc des chalumeaux à gaz pour évaporer le mercure afin de le séparer de l'or. Ce procédé a pour conséquence de disperser du mercure dans l'air, ce qui cause de nombreuses maladies respiratoires pour les mineurs et leurs familles. Il pollue également le sol environnant étant donné qu'étant dispersé dans l'air, il retombe avec les pluies.

Pourquoi de l'or équitable ?

Le tableau que nous venons de dresser nous montre que des millions de personnes bien que « roulant littéralement sur l'or », survivent dans des conditions misérables. Cette situation est d'autant plus injuste que le travail de ces mineurs sert principalement à engraisser des intermédiaires ou des groupes illégaux.

Dans ce contexte, le commerce équitable apparaît comme un levier pour permettre à ces communautés de mener une vie digne. Le « *Trade for Development Centre* » définit ce type de commerce comme « un partenariat commercial, fondé sur le dialogue, la transparence et le respect, dont l'objectif est de parvenir à une plus grande équité dans le commerce mondial. Il contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, tout particulièrement au Sud. »^{#01}

Une des idées centrales de ce concept est qu'il faut rémunérer les producteurs locaux par un prix juste. Autrement dit, il faut que leurs revenus leur permettent d'assurer leurs besoins fondamentaux (santé, éducation, logement, etc.) ainsi que ceux de leurs familles. Il doit également leur permettre de générer des marges supplémentaires afin qu'ils puissent financer l'amélioration de leur condition de vie et donc d'œuvrer pour le développement de leur communauté dans son ensemble. Pour permettre ce processus, il faut également assurer aux petits producteurs des prix de vente stables, qui ne soient pas soumis aux aléas du marché. En effet, une des contraintes majeures qui pèse sur les producteurs d'or est qu'ils ne peuvent pas planifier leur budget étant donné que celui-ci fluctue en fonction de la cotation de l'or établie par la bourse de Londres.

Le commerce équitable exige également le respect des normes fondamentales reconnues au niveau international. Parmi celles-ci, la convention universelle des droits de

l'homme, les règles concernant le travail des enfants et les normes de sécurité adoptées dans le cadre de l'organisation internationale du travail. Ce type de commerce exige également le respect des législations nationales que ce soit en matière de droit social ou de droit environnemental. Cette exigence est particulièrement nécessaire dans le cadre de l'exploitation minière artisanale où les manquements au droit sont pratiques courantes.

Conséquence logique de tout ce processus, le commerce équitable permet aux communautés d'être reconnues légalement pour leur activité. Cette reconnaissance est une étape essentielle pour sortir de la marginalité et intégrer pleinement les réseaux de l'économie formelle.

L'activité minière demande des compétences scientifiques poussées pour l'extraction des minerais. Les mineurs sont très souvent dépourvus de ce type de formations et travaillent sans encadrement. Dans le cadre d'un projet de commerce équitable, il est nécessaire d'intégrer une dimension pédagogique et une dimension technologique. Une dimension pédagogique qui vise à fournir aux petits producteurs les capacités nécessaires pour pratiquer l'extraction d'une manière plus efficace (savoir où creuser les galeries ou quel méandre de la rivière est plus susceptible d'être riche en paillettes d'or, par exemple). Une dimension technologique qui suppose l'apport de nouvelles technologies qui sont plus efficaces et qui limitent très fortement l'utilisation de composés chimiques.

« *Trade not aid* »^{#02}. La devise du commerce équitable traduit la volonté de modifier la configuration des échanges nord-sud. Elle préconise la mise en place de normes commerciales plus justes plutôt que l'envoi de l'aide au développement. Le commerce équitable est, par conséquent, la promotion d'un autre développement qui donnerait plus de place aux populations locales. À travers cette idée, l'impulsion d'un tel projet avec des communautés de producteurs d'or permettrait d'engranger des fonds suffisants pour permettre l'implémentation de projets de développement qui pourraient aider au bien-être de toute la communauté. Ce schéma, qui peut paraître assez classique, se caractérise par le fait qu'on se détache de la philanthropie, qui est le moteur traditionnel du développement, pour entrer dans un processus d'autofinancement de celui-ci. Il permet donc d'inverser le processus et de placer le sort des populations locales entre leurs propres mains.

Des obstacles à surmonter

Produire de l'or de qualité n'est évidemment pas chose aisée. Bien que le procédé puisse sembler relativement simple de prime abord – aller chercher des pierres dans le sous-sol ou les rivières – il demande beaucoup d'expertise technique dans les domaines de la géologie et de la métallurgie. Le fait de diminuer au maximum l'utilisation de composés chimiques constitue donc un exploit technique.

En outre, il est extrêmement difficile de produire de l'or 24 carats équivalent à celui que les raffineurs suisses introduisent sur le marché. En effet, pour atteindre une telle pureté, il faut utiliser des techniques très coûteuses qui font intervenir de nombreux composants chimiques ainsi que l'électrolyse^{#03}. Un des défis de la démarche consiste donc à produire de l'or d'une qualité suffisante en assurant le respect des principes du commerce équitable et la traçabilité des minerais.

Une telle démarche repose également sur la participation des populations locales. En effet, il est très difficile d'obtenir la confiance des mineurs artisanaux et leur faire accepter des nouveaux modèles d'exploitation représente un véritable défi. L'exploitation minière artisanale est une activité vivrière qui se pratique de génération en génération selon des méthodes peu efficaces et très polluantes mais qui ont fait leurs preuves aux yeux des populations locales. Il faut donc un important travail en amont pour convaincre les producteurs de participer au projet que nous leur proposons. En outre, si le commerce équitable suppose forcément un lien plus direct entre le producteur et le consommateur, il faut être extrêmement prudents avec les intermédiaires classiques qui verront d'un très mauvais œil l'arrivée d'un concurrent qui a pour but de les éliminer de la chaîne.

L'or est un minerai précieux, qui s'inscrit dans la durabilité. Cependant, rares sont ceux qui connaissent son marché. De fait, il est extrêmement difficile d'être reçu par une personne évoluant dans ce milieu. Cet hermétisme du monde des orfèvres peut s'expliquer par l'importance des enjeux liés à cette matière première et aux risques potentiels de dévoiler certains secrets. Il n'en demeure pas moins que l'accès à cet univers est une tâche ardue, même étant motivé par les meilleures intentions.

Les coûts de certification demandés par les deux principaux labels qui existent pour l'or constituent également un frein important pour un projet d'or équitable. A l'heure actuelle, deux organismes se positionnent par rapport à la labellisation d'or artisanal : *FairTrade International* et *Alliance for Responsible Mining*. Les exigences de ces deux labels sont tellement importantes et coûtent tellement cher qu'elles dissuadent nombre d'acteurs de participer à l'initiative^{#04}. Outre le fait qu'il faille payer les mineurs artisanaux un prix égal à 95% de la cotation de l'or établie par la bourse de Londres, les labels exigent que les acheteurs payent une prime supplémentaire proportionnelle à la quantité d'or achetée. De plus, les communautés doivent payer des entreprises d'audit externe pour certifier que les mineurs respectent les principes du commerce équitable. Cette exigence a l'avantage d'assurer des débouchés aux producteurs qui réussissent à obtenir la certification et d'être complètement transparents avec les consommateurs. Cependant, son coût dissuade de nombreux acteurs, principalement les plus petits, de participer à l'initiative.

Un combat à mener

Malgré les nombreuses barrières qui se dressent sur le chemin, le projet évolue de manière positive. Depuis le début, de nombreuses personnes et organisations ont apporté tout l'appui qu'elles pouvaient. De plus, j'ai été accepté comme « jeune entrepreneur » au *VentureLab*, l'incubateur d'entreprises pour les jeunes liégeois, ce qui me permet de bénéficier de l'expertise qui me manquait.

Après avoir été sur le terrain et avoir vu dans quelles conditions vivent les orpailleurs, je reste convaincu que le projet que je porte vaut la peine. Peu importe les difficultés qu'il faudra surmonter, il est nécessaire de faire quelque chose pour aider ces gens et leur permettre d'avoir une vie digne. ●

Vicente J. Balseca Hernandez

Diplômé du Master en Développement, ULg

Jeune entrepreneur du *VentureLab* – HEC Liège

#01 <http://www.befair.be/fr/fair-trade/quest-ce-que-le-commerce-equitable>

#02 « Du commerce pas de l'aide »

#03 Fait de soumettre l'or à diverses décharges électriques d'intensité variable qui le décomposent jusqu'à un état atomique avant de le solidifier à nouveau

#04 TRADE FOR DEVELOPMENT CENTRE, 2014, L'or équitable : Une quête difficile [URL: <http://www.befair.be/fr/publication/articles/or-equitable-une-qu-te-difficile>]



© VICENTE J. BALSECA HERNANDEZ

UNIVERSITÉ SOLIDAIRE



L'initiative Uni-Vert JARDIN-POTAGER COLLECTIF À L'ULG

Uni-Vert, c'est un projet de jardin-potager collectif, en permaculture, réalisé en partenariat avec l'ULg.

Tout a commencé suite à la conférence intitulée « Après la COP 21... Que faire en tant que citoyen ? » en février 2016 et la sortie du film *Demain*. A la fin de la conférence, Maud Leloutre, responsable énergie à l'ULg a pris la parole, signalant que l'université était ouverte à accueillir des projets citoyens. Ni une ni deux, nous l'avons contacté le lendemain de la conférence. Quelques temps après, nous avons rencontré Maud Leloutre accompagnée de Véronique Loiseau, de la cellule urbanisme et mobilité et Luc Schmidz, responsable forêt et voiries. Il s'agissait des premiers pas vers l'aventure d'Uni-Vert.

Le groupe porteur s'est constitué lors de la journée des luttes payannes le 17 avril 2016 à Liège. Nous sommes actuellement 5 :

- Steve, web designer en Transition intéressé par l'autonomie alimentaire.
- Coline, assistante sociale et formée en permaculture.
- Émilie, diplômée de l'ULg en psychopédagogie et formée au maraîchage bio,
- Geoffrey, maraîcher en herbe en biodynamie.
- Camille, diplômée de l'ULg en sciences de la population et du développement et éco-conseillère.

Tous, jeunes citoyens actifs et engagés.

Le thème de l'alimentation est particulièrement intéressant pour réfléchir au changement social : il touche à des enjeux à la fois très personnels et collectifs (réchauffement climatique, conditions de travail, accès à une alimentation



saine, ...). Des projets tels que les « Compagnons de la Terre » (coopérative agricole), la Ceinture Aliment-Terre liégeoise, GAC, AMAP, potagers collectifs, expériences de fermes urbaines à vocation sociale (Ferme de la vache, Bourrache, Cynorhodon), peuvent constituer une réponse à ces différents enjeux en s'inscrivant dans une démarche de « consommation critique ».

Dans cette perspective, il nous apparaît fondamental que nous, consommateurs qui régulons la demande, prenions conscience des mécanismes et des limites du système agro-alimentaire industriel actuellement dominant. Si aujourd'hui nous avons un rapport si pauvre avec nos aliments et si nous ne connaissons pas le système agro-alimentaire qui nous nourrit, c'est parce qu'il est rendu invisible et inaccessible (Servigne, 2014). Nous ne voyons que les tomates dans les supermarchés, nous ignorons ce qu'il y a en amont et en aval.

C'est dans ce contexte que nous

désirons mettre en place un potager collectif à destination de la communauté universitaire sur le site du Sart-Tilman. En effet, les expériences de jardins partagés, de par le monde, nous apprennent que cette forme d'organisation favorise la sociabilité, le partage, l'apprentissage, l'ouverture aux autres. Le jardin partagé apparaît alors comme un lieu qui convient à un mode de vie démocratique dans lequel s'inscrit sur le plan humain la pluralité que l'on rencontre au niveau des plantes (Zask, 2016). La diversité présente au jardin, permet de prendre conscience de la richesse et de la complémentarité de notre propre diversité.

Ce jardin-potager ne serait donc pas seulement un moyen d'apprendre aux étudiants et personnel universitaire à produire eux-mêmes leur nourriture mais également un excellent outil de sensibilisation à un système plus durable et de mobilisation démocratique.

Concrètement, nous souhaitons créer une zone maraîchère en

permaculture et un espace de détente, organiser des chantiers participatifs, des moments d'échange, des ateliers de formation, de rencontres de personnes ressources ... et expérimenter des techniques culturales au jardin (culture sur buttes, jardin Mandala, haie fruitière...)

Outre la sensibilisation, une multitude d'objectifs guident notre démarche :

- Fédérer les différentes initiatives déjà présentes sur le site du Sart-Tilman et accompagner l'émergence d'initiatives futures : «le potager des vétés», « bacs potager du B52, production de champignons à partir de déchets organiques, ...

- mutualiser les ressources et savoirs autour de la transition écologique, énergétique, sociale et économique.

- Offrir un service collectif pour les étudiants et le personnel universitaire et contribuer à la dynamique universitaire, tester des modes de gestion participative au moyen d'outils d'intelligence collec-

tive.

- Tester des modes de production alimentaire visant à améliorer la biodiversité du site tant au niveau biologique que social.

Comment nous trouver ?

Le terrain se situe au bout de l'allée du six août, en face des bâtiments de géologie.

Nous organisons un cycle de formation dispensées par Stéphane Mostenne

(conseiller-maraîcher biologique des Services Agricoles) qui nous suis et nous guide dans notre démarche.

Le premier atelier « comment démarrer son potager bio » a eu lieu mercredi 22/02/17

dans la bâtiment B18. Il y avait une dizaine de participants.

Nous avons ensuite organisé un premier chantier participatif le dimanche 26/02/17 sur le terrain dans le

but de creuser les sentiers qui serviront également de barrières anti-limaces. Une petite dizaine de personnes ont participé au chantier.

A partir du 03 mars, des permanences auront lieu sur le terrain pour avancer dans l'élaboration du jardin-potager. N'hésitez pas à passer nous voir.

Pour participer aux formations, aux chantiers collectifs, être tenus informés, n'hésitez pas à suivre la page Facebook www.facebook.com/univertulg/ ou nous envoyer un mail à univert.sart@gmail.com

Au plaisir de partager cette expérience avec vous. ●

L'équipe d'Uni-Vert.

Le terrain se situe au bout de l'allée du six août, en face des bâtiments de géologie



© STEVE JANSE VAN VUUREN

CAMPUS PLEIN SUD



L'économie sociale, tu en fais déjà... Va plus loin !

Campus Plein Sud est un projet de sensibilisation et d'éducation au développement initié en octobre 2002 par la plupart des universités francophones de Belgique et plusieurs ONG actives en leur sein.

La communauté universitaire, actrice de changement.

La communauté universitaire est aujourd'hui confrontée à une multiplicité d'informations sur les pays du Sud, informations qui passent souvent par les médias et qui donnent, en général, une image assez misérabiliste ou exotique du Sud.

Intégrer le thème des relations Nord-Sud et de l'interdépendance permet de répondre à cette problématique par une approche transversale des différentes thématiques et sphères d'apprentissage.

Enfin, les décisions en faveur d'un monde plus solidaire devraient se prendre au sein des hautes instances politiques, économiques et sociales. Les étudiants, formés par l'université et bientôt invités à entrer dans la société sont les futurs « décideurs » de demain. Il est crucial qu'ils développent une vision plus globale et interdépendante du monde dans lequel ils vivent.

L'objectif de Campus Plein Sud est double

- Informer la communauté universitaire des réalités complexes du Sud et des interdépendances Nord-Sud afin qu'elle puisse s'investir dans la construction d'une société plus solidaire.
- Tisser des liens plus étroits entre les universités, les partenaires et les autres acteurs de la solidarité Nord-Sud (ONG, collectivités locales, organismes régio-

naux, syndicats, associations culturelles...)

Économie sociale et solidaire

Face aux crises alimentaires, économiques, démocratiques et climatiques, le système libéral dominant a montré ses limites et son incapacité à répondre aux besoins des citoyens. En réponse à cela, des alternatives au modèle capitaliste naissent partout dans le monde. Celles-ci se distinguent du modèle dominant de deux manières principales : elles placent l'humain au centre de leur activité et défendent le bien-être collectif plutôt que l'intérêt individuel. Nombreuses d'entre elles font partie de ce qu'on appelle l'économie sociale et solidaire (ESS).

Cette thématique sera au cœur de la prochaine campagne Campus Plein Sud et rythmera les campus francophones belges avec de nombreuses activités pendant tout le mois de mars 2017. Il s'agit d'un thème biennal, qui était déjà celui de 2016.

La campagne de cette année, intitulée « L'économie sociale, tu en fais déjà... Va plus loin ! », vise à informer et sensibiliser la communauté universitaire aux défis et enjeux relatifs à l'ESS. Plusieurs activités sont organisées et portées par des groupes et commissions d'étudiant-e-s des différents campus.

Votre mobilisation est primordiale pour la réussite de Campus Plein Sud. Cela permet de développer un regard critique sur notre société, de s'appropriier les questions relatives aux « économies alternatives » (ESS, économie collaborative, économie circulaire, etc) et de prendre conscience de leur potentiel en tant qu'acteurs de la société de demain.

La campagne « L'économie sociale, tu en fais déjà... Va plus loin ! » sera aussi et surtout l'occasion de donner la parole aux acteurs et actrices belges qui contribuent à l'essor de cette économie à visage humain. ●





CAMPUS PLEINSUD



L'économie sociale, tu en fais déjà... Va PLUS LOIN!

27 mars Journée « PRINTEMPS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE »

10H00-18H00 SART TILMAN, PLAINE AGORA (GRANDS AMPHIS)

Troc-Day : venez échangez les objets dont vous ne vous servez plus contre ceux dont vous avez besoin !

Découvrez les produits locaux de la coopérative Les Petits Producteurs

Jeu collaboratif "Traité ZZ"

28 mars QUIZZ INTER-UNIVERSITAIRE

18H00 La Fédé, Place du XX Août, 24

Venez affrontez les équipes de l'ULB, UCL ou Gembloux dans un quizz sur les initiatives solidaires à travers le monde. Prix à la clé !

29 mars Conférence : Finance SOLIDAIRE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE, DES INITIATIVES CITOYENNES ANCRÉES DANS L'ÉCONOMIE RÉELLE

19H30 Salle 130 - HEC (RUE LOUVREX, 14)

Intervenants : Financité, Café Chorti, Autre Terre, intervenant HEC.

Quels sont les moyens de financement des projets de coopération citoyens, ancrés dans l'économie ? Existe-t-il des méthodes alternatives ?

30 mars CINÉ-DÉBAT « FOOD COOP »

19H30 Salle Berthe Bovy - Complexe Opéra

Projection du film Food Coop au ciné-club Nickelodéon. Débat et témoignages d'initiatives de coopératives alimentaires, Coopéco (Charleroi) et Les Petits Producteurs (Liège)

31 mars concert : Moka Mozaik & Trilúmia

21H00 Casa Nicaragua : entrée PRIX LIBRE

21h00-22h00 : Moka Mozaik / 22h00-23h00 : Trilúmia

PLUS D'INFORMATIONS SUR UNIVERSUD.ULG.AC.BE

En partenariat avec

